



Fédération des syndicats de travailleurs du rail

17 boulevard de la libération - 93200 - Saint Denis

Tél : 01 42 43 35 75 - Fax : 01 42 43 36 67

federation-sudrail@wanadoo.fr

www.sudrail.fr

Union
syndicale
Solidaires

Liaison Nationale des Retraité-e-s SUD-Rail

Tél : 01 42 43 99 77 - Permanences tous les jeudis - <http://www.retraitesudrail.org> - retraitesudrail@retraitesudrail.org

TOUS ENSEMBLE, SOUTENONS ET AMPLIFIONS LES LUTTES !

La situation sociale et politique dans notre pays est au bord de l'implosion. Depuis plus de deux mois, des mouvements de grève tendent à s'amplifier, dans de nombreux secteurs d'activité : routiers, enseignants, audiovisuel, raffineries, centrales, ports, aérien, etc., et bien sûr à la SNCF.

Le catalyseur de ce mécontentement violent ? En premier lieu la loi El-Khomri, qui, sous prétexte de moderniser la vie sociale, instaure des reculs sans précédent, pour le plus grand bénéfice du patronat. En particulier, son article 2, la fameuse « inversion des normes » représente à la fois une énorme provocation et un danger crucial pour les salariés. Depuis des décennies, le code du travail représentait un véritable socle en deçà duquel il était impossible de déroger. Ce qui voulait dire que tous les accords de branche ou d'entreprise ne pouvaient qu'être plus favorables aux salariés que le texte de référence. Exemple à la SNCF, avec une réglementation du travail spécifique, le RH0077 (ex PS4) bien plus social et progressiste que les conventions collectives régissant les autres transporteurs.

ET C'EST CET EDIFICE QUE CE GOUVERNEMENT SCELERAT ENTEND METTRE A BAS !

Il ne faut pas être sorti de l'ENA pour comprendre que ce stratagème n'a d'autre but que de flexibiliser encore un peu plus les conditions d'emploi et de travail de millions de salariés, déjà durement éprouvés par la crise et les menaces, voire les chantages aux licenciements ou aux délocalisations, pour le plus grand bénéfice des multinationales qui régissent le monde, et dont notre gouvernement actuel, comme les précédents, n'est que le fidèle laquais avec un zèle indigne des promesses d'un président soi-disant de « gauche ».

Il y a le fond, l'objectif, qui, s'il était atteint, se traduirait rapidement par un bond en arrière de plus de 50 ans pour les règles sociales. Mais il y a aussi la forme, la méthode, à savoir l'usage systématique de l'article 49-3, certes permis par la constitution, pour autoriser le passage en force, sans débat à l'Assemblée Nationale, lorsque les oppositions à ces lois d'un autre âge rencontrent une résistance trop visible et argumentée. Non seulement ces gens-là sont des traîtres à l'adjectif « socialiste » dont ils osent encore se revendiquer, mais en plus ils usent de méthodes anti-démocratiques lorsque les citoyens osent relever la tête et refuser le joug ! Pire encore, devant l'ampleur prise par la mobilisation et voulant étouffer la contestation, ils utilisent délibérément la répression policière la plus féroce comme base politique pour arriver à leur fin ! Certes nous n'approuvons pas les actes gratuits de violence, à l'encontre des biens et surtout des personnes, mais les bavures policières sont hors de proportion et ont touché des manifestants pacifiques. Depuis quand les CRS, dans un état démocratique, se permettent-ils d'encadrer les cortèges, de les scinder, de les pénétrer violemment ? Sommes-nous, au prétexte d'un état d'urgence qui n'a que trop duré, encore dans un état de droit ?

NOUS, RETRAITES SUD-RAIL, CONDAMNONS FERMEMENT CES METHODES INDIGNES DE NOTRE PAYS.

Ce sont les mêmes agissements crapuleux qui visent à discréditer le mouvement « Nuit Debout », qui, s'il n'est pas parfait, a l'énorme mérite de faire enfin sortir la jeunesse de la léthargie politique et revendicative dans laquelle des décennies de consumérisme entretenu par les différents gouvernements de droite ou de pseudo-gauche l'avaient enfermée. Que jeunes (et moins jeunes) retrouvent le goût du débat et de la saine révolte, nous ne pouvons qu'approuver face à ceux qui ont durablement discrédité l'idéal républicain.

A la SNCF, la situation n'est pas meilleure. Il ne faut pas s'y tromper : la fin programmée du RH0077 et son remplacement par des conventions collectives d'entreprise procède évidemment de la même logique, celle de l'inversion des normes. La preuve en est faite avec les propositions scandaleuses de la direction SNCF sur le temps de travail, les prises de service, les repos, les congés, qui nous ramènent peu ou prou au temps des anciennes compagnies ! Le soi-disant dialogue social est devenu une mascarade destinée à faire avaler des reculs sans précédent. Dans le même temps la répression syndicale est devenue la norme d'un gouvernement d'autistes et d'une direction à la botte.

LES RECENTS EVENEMENTS MONTRENT QUE L'HEURE DE LA COLERE A ENFIN SONNE !

Nous, retraités cheminots, n'avons évidemment pas à nous immiscer dans les décisions des grévistes et des centrales syndicales. Mais nous pouvons faire entendre notre voix, et apporter les précieux conseils qui nous ont permis, certes dans un contexte générationnel et socio-politique différent, de sortir victorieux de la grande grève de 1995.

Nous nous adressons aux actifs pour leur dire qu'ils n'obtiendront victoire que dans l'unité la plus large et la détermination la plus forte. Nous nous réjouissons qu'enfin les grandes centrales syndicales appellent ensemble à la grève reconductible dans tous les services. C'est une condition *sine qua non*, avec la tenue d'assemblées générales démocratiques et assidues, du succès. Mais surtout, ce serait un leurre de s'enfermer dans un mouvement corporatiste et catégoriel. Nous le répétons, la loi El-Khomri, le décret-socle et la CCN, c'est la même chose, le même massacre de textes protecteurs, la même possibilité pour le patronat de diviser les salariés à l'intérieur même des entreprises pour imposer par la contrainte ou le chantage des reculs sociaux camouflés.

Nous sommes dans une période cruciale, où la convergence des luttes doit devenir une réalité urgente pour faire échec à ce gouvernement rétrograde. Pour nous, à SUD, à Solidaires, l'interprofessionnel ne doit pas rester un grand mot, mais se traduire concrètement dans les actes et les luttes. D'autant plus que celles-ci ont déjà commencé dans de nombreux secteurs et sur les mêmes bases. Ce serait suicidaire de louper une telle occasion de nous fédérer pour gagner tous ensemble !

Nous, retraités SUD-Rail, n'oublions pas que la réglementation du travail à la SNCF s'est bâtie patiemment, à coup de luttes, mais aussi hélas d'accidents meurtriers qui ont montré les limites de la vigilance humaine en terme de temps de travail trop longs, de repos et de congés trop réduits.

Nous, retraités SUD-Rail sommes aux cotés de l'ensemble des travailleurs du rail, public comme privé, qui doivent faire bloc contre ces attaques pour reconquérir une réglementation du travail au moins équivalente du RH0077 actuel.

Pour nous, en tant qu'anciens cheminots, en tant qu'usagers, en tant que citoyens, en tant qu'êtres humains, nous refusons la fragilisation de la chaîne de sécurité qu'entraînera automatiquement une dégradation de la réglementation du travail et son morcellement entre plusieurs métiers ou activités.

Enfin, même retraités nous sommes encore des syndicalistes, et nous n'accepterons jamais que le progrès technique générateur de bien-être social et de sécurité accrue, soit le prétexte au dumping social sous toutes ses formes, a fortiori sous un gouvernement élu sous des promesses contraires à leurs actes.

Nous, retraités SUD-Rail, soutenons les actions de grève des cheminots comme des autres secteurs professionnels. Nous sommes aux côtés des travailleurs qui luttent, des citoyens qui refusent de baisser la tête sous les coups d'un capitalisme débridé. Nous sommes et resterons présents aux côtés des actifs pour aider à la réussite d'un juste combat, dans les cortèges, dans les actions, avec le soutien moral et financier le plus résolu.

Pour soutenir l'action, et parce que notre place est naturellement aux côtés des actifs dans ces moments tendus mais exaltants, nous avons décidé de reporter notre session décentralisée qui devait se tenir du 30 mai au 3 juin.

L'URGENCE, C'EST DE CONJUGUER TOUTES NOS FORCES JUSQU'À LA VICTOIRE !

TOUS ENSEMBLE, VOUS ALLEZ, NOUS ALLONS GAGNER !